

## Élargissement



« Avec une équipe renouvelée et renforcée, l'Isted s'organise pour répondre aux nouveaux enjeux. »

L'Union européenne accueille le 1<sup>er</sup> mai 2004 dix nouveaux pays, portant à cette échéance le nombre d'États membres à 25. Événement sans équivalent depuis la chute du mur, il est préparé depuis des années avec détermination par les administrations des pays candidats appuyés par celles des pays membres, avec le concours financier de l'Union européenne (Phare). Les « jumelages-élargissement », notamment dans le domaine des transports, y contribuent de manière significative.

Par les liens étroits qu'elle a noué et développé avec l'Amérique latine et l'Asie du sud-est, la coopération bilatérale française, dans le cadre de l'Union européenne, a entrepris d'équilibrer son action internationale, sans pour autant renoncer à une présence essentielle en Afrique et sur le pourtour méditerranéen. Cette ouverture géographique nécessite une adaptation des modalités d'intervention des opérateurs de coopération internationale et la mobilisation d'une expertise diversifiée.

Enfin, la montée en puissance des questions de sécurité internationale implique un renouvellement des thèmes de coopération, avec une attention particulière pour les activités liées à la mobilité internationale (transports aériens et maritimes), le tourisme et les risques naturels. Dans le même temps, l'accès aux services essentiels, notamment dans les villes en développement, est réaffirmé comme une priorité. Les groupes de recherche, de réflexion et de travail constituent une méthode appropriée pour consolider une offre de coopération internationale adaptée.

Doté d'une équipe renouvelée et renforcée, l'Isted s'organise avec le concours actif de ses membres publics et privés, pour répondre à cet élargissement qui touche tout à la fois, la base d'intervention, l'Europe désormais élargie, le périmètre géographique et l'implication thématique. Il développe également des liens de partenariat renforcé avec les bailleurs de fonds notamment avec la Banque mondiale et les banques régionales de développement.

**Xavier Crépin,**  
Délégué général de l'Isted

### Sommaire

1 Élargissement

2-5 **Dossier**  
Isted : nouvelles orientations  
L'activité de l'Isted a beaucoup évolué ces dernières années. Elle s'est élargie à de nouveaux secteurs (tourisme, aviation civile, risques environnementaux) et à de nouvelles zones géographiques (Europe, Méditerranée, Amérique latine, Asie du sud-est). Sur le plan institutionnel, l'Isted est devenu un interlocuteur permanent des bailleurs de fonds et s'est rapproché des collectivités territoriales. Parallèlement à ces évolutions, l'institut a consolidé ses activités permanentes et de coopération internationale.

6-8 **Bloc-notes**  
Nouvelles Manifestations Publications

## ISTED : nouvelles orientations

*L'activité de l'Isted<sup>1</sup> a beaucoup évolué ces dernières années. Elle s'est élargie à de nouveaux secteurs de l'équipement et de l'environnement, comme le tourisme, et s'est ouverte à l'ensemble des pays en développement, émergents et en transition. Du point de vue institutionnel, de nouvelles orientations se sont aussi confirmées avec, notamment, la veille sur les appels à propositions de l'Union européenne et l'organisation d'une collaboration avec les collectivités territoriales. Parallèlement, les activités permanentes et de coopération internationale se sont consolidées.*



*Dans le cadre du programme de coopération franco-algérien, l'Isted organise des séminaires de formation sur la réhabilitation et la requalification des centres anciens.*

1 L'Institut des sciences et des techniques de l'équipement et de l'environnement pour le développement, Isted, est une association à but non lucratif, plate-forme de réflexion, d'information et d'action au service de ses membres publics et privés dans les secteurs de l'équipement, des transports, de l'aménagement, de la ville et de l'environnement. Il contribue à leur action internationale, prioritairement dans les pays hors de l'OCDE (Organisation de coopération et de développement économiques), à la valorisation du savoir-faire français dans le monde et à la mise en œuvre de programmes internationaux avec les responsables des pays tiers.

Élargissement géographique, élargissement sectoriel et élargissement institutionnel, étaient au cœur des travaux du séminaire interne Isted qui s'est tenu en octobre dernier<sup>2</sup>. Car depuis quatre ans environ, l'association a diversifié son activité de façon significative et bénéficié de financements nouveaux. C'est pourquoi, à l'occasion de la nomination de Jean-Didier Blanchet à la présidence de l'Isted (décembre 2002), de nouvelles orientations stratégiques ont été proposées et adoptées par le conseil d'administration. Elles peuvent se résumer ainsi :

- élargissement sectoriel : tourisme, aviation civile et risques environnementaux ;
- ouverture géographique : Europe, méditerranée, Amérique latine, Asie du sud-est.

Enfin, sur le plan institutionnel, l'Isted s'adapte en devenant un interlocuteur permanent des bailleurs de fonds et en se rapprochant des collectivités territoriales dans le cadre de la coopération décentralisée.

Cette étape supplémentaire démontre une fois encore la grande capacité d'adaptation dont fait preuve l'Isted depuis plus de vingt ans.

### Une consolidation progressive

L'association est née en 1981 de la décision prise entre le ministère de l'Équipement (Direction des affaires économiques et internationales - DAEI) et d'autres ministères (Affaires étrangères, Coopération, Recherche), avec des organismes fondateurs, publics et privés, dans le but de promouvoir dans le réseau professionnel une ouverture et une volonté de diffusion du savoir-faire technique français vers les pays en développement.

Entre 1982 et 1988, l'Isted s'est attaché à publier des documents de référence, à organiser des colloques biennaux et à assurer, à compter de 1986, la présence française dans les principales manifestations internationales, en particulier pour le secteur routier.

2 Le séminaire interne Isted (6-7 octobre 2003, Saint-Germain-en-Laye) a été préparé, en collaboration avec un consultant externe (Dominique Voisin, Consulting & Formation), par un diagnostic et s'est traduit par un plan d'actions. Il s'agissait avant tout de présenter, à une équipe Isted largement renouvelée (la moitié des collaborateurs sont arrivés après 2000), les nouveaux défis et de proposer une meilleure organisation pour y répondre.

Avec le rattachement du centre de documentation « Villes en développement » en 1988, et en application des recommandations de l'audit portant sur les missions et orientations de l'association, réalisé en 1991 par le Conseil général des ponts et chaussées (CGPC), l'Isted a développé la mise en œuvre de programmes de coopération au développement, financés essentiellement par des fonds publics français.

L'élargissement des activités sectorielles s'est confirmé par le rattachement en 1993 des activités d'animation du réseau des dirigeants des chemins de fer d'Afrique après la dissolution de l'Office français de coopération pour les chemins de fer et les matériels d'équipement (Ofermat).

En réponse à la montée en puissance de la compétition économique internationale, dans un contexte d'intégration européenne accélérée, l'Isted a adopté en 1996 de nouvelles orientations sectorielles et géographiques, à vocation plus opérationnelles, et impliquant davantage le secteur privé. Recentré sur les compétences techniques et gestionnaires mieux définies de ses trois pôles sectoriels, et sur ses capacités en matière de communication, d'information et de services, l'Isted développe depuis 1999 des partenariats à l'international, en appui aux intérêts

*Tout en s'ouvrant à de nouveaux secteurs, l'Isted a consolidé ses activités permanentes et de coopération internationale.*



Aude Burgey / Isted

collectifs de ses membres publics et privés, en liaison étroite avec ses partenaires et correspondants.

Des dispositions de contrôle renforcé (contrôle financier, convention-cadre avec l'administration) et de validation (comité sectoriel de pilotage des pôles, programmes pluriannuels) ont permis d'inscrire ces nouvelles activités dans un cadre régi par des principes de subsidiarité et de transparence.

## Une évolution profonde du cadre international, français et européen

La multilatéralisation des relations internationales, qui a succédé depuis 1990 à la bi-polarisation, s'est accompagnée d'une baisse des moyens consacrés à la coopération bilatérale, d'État à État, et à une diversification des acteurs de la coopération internationale, d'abord vers les ONG (organisations non gouvernementales) et les collectivités territoriales et désormais de manière plus importante avec les entreprises. Ce mouvement s'est appuyé par ailleurs sur la montée en puissance des thématiques de l'environnement et du développement durable qui proposent une approche transversale et intégrée des enjeux internationaux, les approches sectorielles classiques perdant de leur pertinence directe.

Le contexte général a été marqué en France par la réorganisation du dispositif de coopération internationale et, en Europe, par le processus d'élargissement qui mobilise une part importante de l'expertise publique française et met en jeu des moyens financiers européens importants (Phare<sup>3</sup>). Le poids de l'aide publique au développement européenne s'est confirmé notamment par le regroupement des moyens qui lui sont consacrés dans le cadre d'EuropeAid<sup>4</sup>.

Face à cette évolution, l'Isted doit tout à la fois consolider son organisation et s'adapter en prenant en compte, notamment, les enjeux de l'accessibilité des territoires et des services pour tous, la nécessité de fonder le développement économique et social sur une sécurité renforcée face à la montée des risques, en l'inscrivant dans les processus d'intégration à l'œuvre dans différentes régions du monde.

Le renforcement des compétences internes, encadrées par un bureau<sup>5</sup> renouvelé, et le recours à une expertise de qualité issue de l'administration et des membres de l'Isted, constituent des réponses appropriées.

*(Source : Xavier Crépin, délégué général de l'Isted)*

### Pour plus d'informations :

#### ISTED

La Grande Arche, Paroi Nord

92055 La Défense Cedex

France

Tél. : 33 (0)1 40 81 24 06 - Fax : 33 (0)1 40 81 23 31

Mél. : isted@i-carre.net

Internet : www.isted.com

3 Phare : programme d'assistance technique aux pays d'Europe centrale et orientale – PECO (Union européenne).

4 Créé le 1<sup>er</sup> janvier 2001, l'office de coopération EuropeAid met en œuvre les instruments d'aide extérieure de la Commission européenne qui sont financés par le budget de la Communauté européenne et par le Fonds européen de développement. Il ne traite pas des programmes d'aide de pré-adhésion (Phare, Ispa et Sapard), des activités humanitaires, de l'assistance macro financière, de la politique étrangère et de sécurité commune (PESC), ni du dispositif de réaction rapide.

5 Le bureau de l'Isted est constitué du président, des 3 vices-présidents sectoriels (ville, route, transport), d'un secrétaire et d'un trésorier.

6 Tacis : programme d'assistance technique en faveur de la communauté des États indépendants – CEI – et de la Mongolie (Union européenne).

### Principales réalisations depuis 1999 & projets

- Projet de groupe de travail tourisme durable, 2004
- Projet d'assistance à maîtrise d'ouvrage en gestion et développement des villes au Cambodge, 2003-2004
- Appui au programme *Cities Alliance* (Banque mondiale et UN-Habitat), 2003
- Jumelage Lituanie, 2002-2004 (cf. page 4)
- Développement urbain en Amérique latine – gestion foncière et immobilière / financement, 2001 et 2003
- Carrefour final du programme national de recherche et d'innovation dans les transports terrestres – Predit, Paris-La Villette, 2001
- Programme de recherche urbaine pour le développement – Prud, 2001-2004
- Ouverture de la base de données ALM-WLA (autorités locales du monde), 2001
- Programme prévention et sortie de crises, 2001-2003
- Congrès de l'entretien et de l'exploitation de la route, Paris-Le Bourget, 2000
- Jumelage Pologne (Phare<sup>3</sup>), 2000-2002 (cf. page 4)
- Programme Asia IT&C PRDN (Information Technology and Communication), 2002-2003 (cf. page 4)
- Projet routier en Arménie, premier projet financé par l'Union européenne (Tacis<sup>6</sup>), 1999
- Sécurité routière en Afrique, 1999

# Élargissement européen : les jumelages

La procédure de jumelage a été mise en place afin d'aider les pays d'Europe centrale et orientale candidats à l'entrée dans l'Union européenne. Elle organise, sous l'égide de la Commission, la coopération administrative entre un pays membre et un pays candidat.

Le pays membre met à disposition des fonctionnaires – notamment un conseiller pré-adhésion, détaché pendant un an ou deux ans dans le ministère concerné, et un chef de projet –, des experts et s'engage sur un objectif de résultat.

Cette coopération est orientée vers l'adoption, par le pays candidat, des critères de convergence et la mise en place de structures administratives adaptées à l'application des textes de l'Union européenne.

Les conventions de jumelage sont soutenues par un financement Phare (cf. note 3) versé à l'organisme mandaté pour animer et gérer le programme de coopération. Dans ce cadre, et sur proposition du ministère de l'Équipement, des Transports, du Logement, du Tourisme et de la Mer (METLTM), l'Isted a été agréé « sans réserve » par la Commission en 1999. Il est particulièrement actif dans le secteur des transports et peut mobiliser une expertise importante (plus de 800 missions d'experts réalisées depuis 1999, cf. encadré).

La qualité de cette coopération administrative est très appréciée : elle ne tend pas, comme on aurait pu le penser, à se réduire avec la fin du processus d'adhésion des dix pays candidats, mais au contraire s'étend à des pays « voisins » avec les programmes Meda (bassin méditerranéen), Cards (Balkans), Tacis (ex-pays de l'URSS), Facilités de transition, EuropAid.

Mais, à mesure que se construit l'Union européenne, les outils changent de nature : les interventions budgétaires nationales se réduisent tandis que les ressources communautaires sur programmes se mettent en place, avec des moyens bien plus importants. Précisément parce qu'ils sont communautaires, ils impliquent une procédure de mise en compétition systématique des 15 – et bientôt 25 – pays membres (il n'est plus question d'attribuer une mission et un budget à un pays).

Ces programmes sont également plus « ciblés » que les programmes de coopération bilatérale classiques. Ils visent la

reprise de l'acquis communautaire (la législation européenne) dans des secteurs « prioritaires ». À ce jour, les jumelages lancés dans les secteurs relevant des métiers du METLTM, représentent à peu près 5% de la totalité. Sur une quarantaine de programmes, 7 ont été gagnés par la France, tous s'inscrivant dans le cadre du programme Phare d'appui institutionnel.

Le METLTM dispose désormais d'une ressource et d'une expertise de qualité puisqu'au total 200 fonctionnaires ont été formés à cette pratique.

(Source : Paul Saada, chargé de mission à l'Isted)

## Pour plus d'informations :

### Isted

Paul Saada, chargé de mission

La Grande Arche, Paroi Nord – 92055 La Défense Cedex – France

Tél. : 33 (0)1 40 81 24 88 – Fax : 33 (0)1 40 81 26 76

Mél. : paul.saada@i-carre.net

Internet : www.isted.com

## Élargissement

# ASIA IT&C Prévention et réduction des désastres naturels

Le programme Asia IT&C (*Information Technology and Communication*), lancé par la Commission européenne fin 1999, a pour objectif de renforcer la coopération euro-asiatique dans le domaine des technologies de l'information et de la communication (TIC).

Dans ce cadre, le projet Asia PRDN (prévention et réduction des désastres naturels), d'une durée de quinze mois, est une première étape visant à utiliser les TIC pour améliorer la prévision et l'alerte des risques d'inondations dans les pays du bas Mékong. S'inscrivant dans la composante "Get in touch, keep in touch", il met en contact des spécialistes européens des questions hydrauliques et fluviales avec les administrations asiatiques chargées de la gestion des ressources en eau et de la lutte contre les inondations (cf. encadré). L'Isted est le coordinateur du projet. Le projet vient de s'achever avec un séminaire final qui s'est tenu à Hanoi (Vietnam) le 28 novembre dernier. Inauguré par Bui Ba Bông, vice-ministre vietnamien de l'Agriculture et du Développement rural et par Xavier Crépin, délégué général de l'Isted, il a rassemblé les partenaires européens et asiatiques ainsi que les donateurs multilatéraux et bilatéraux (programme des Nations unies pour le développement – Pnud, Banque mondiale, ambassade de France, Agence française de développement, Banque asiatique de développement).

Les institutions vietnamiennes ont présenté leurs systèmes d'information pour la prévention des désastres naturels (*Disaster Management Center – MARD*), le site internet du projet, le forum de discussion (*Center for Water Resources Software – MARD*) et le cadre général de coopération sous l'égide du Natural Disaster Management Partnership (Pnud – *Disaster Management Unit*). Les partenaires européens ont présenté le projet Osiris (Sogreah et Centre d'études techniques maritimes et fluviales), soulevé les problématiques liées à la gestion des risques, en particulier l'impact de la construction de digues et barrages (CNR), exposé les défis environnementaux des changements climatiques, les normes européennes dans le domaine de l'eau (TNO), mais aussi le retour d'expérience des crues éclair du Gard, qui présentent des

## Jumelages réalisées par la France

*Pologne* – jumelage transports routier (1999-2002) : 1,7 million d'euros ; 27 mois ; 350 missions d'experts

*Roumanie* – jumelage transports routier (2002-2003) : 0,8 million d'euros ; 18 mois ; 50 missions d'experts

*Lituanie* – jumelage transports routiers, aériens, ferroviaires (2002-2004) : 2,5 millions d'euros ; 24 mois ; 380 missions d'experts

*Malte* – jumelage transports maritimes (2002-2004) : 0,5 million d'euros ; 14 mois ; 20 mission d'experts

*Roumanie* – jumelage transports fluviaux (2003-2004) : 0,5 million d'euros ; 18 mois ; 60 mission d'experts

## En préparation

*Estonie* – jumelage transports ferroviaires (2004-2005) : 0,8 million d'euros ; 13 mois ; environ 100 missions d'experts

*Bulgarie* – jumelage transports routiers (2004-2005) : 0,5 million d'euros ; 18 mois ; environ 100 missions d'experts

## Les partenaires

### En Europe :

- Sogreah (France)
- CNR : compagnie nationale du Rhône (France)
- TNO : organisation néerlandaise de recherche scientifique appliquée (Pays-Bas)

### En Asie :

- MARD : ministère de l'Agriculture et du Développement rural (Vietnam)
- secrétariat et comités nationaux de la Commission du Mékong (Cambodge, Laos, Thaïlande, Vietnam)



Environ 80 participants étaient rassemblés pour le séminaire final du projet « Prévention et réduction des désastres naturels » (28 novembre 2003, Hanoi).

similitudes avec la situation dans certaines régions du Vietnam (CNRS).

Le projet va se poursuivre : un appel à propositions est lancé pour mars 2004 auquel l'Isted répondra.

(Source : Philippe Ferreira, chargé de mission au pôle « ville » de l'Isted)

### Pour plus d'informations :

#### Isted – Pôle « ville »

Philippe Ferreira, chargé de mission  
La Grande Arche, Paroi Nord  
92055 La Défense Cedex – France  
Tél. : 33 (0)1 40 81 21 96 – Fax : 33 (0)1 40 81 78 07  
Mél. : philippe.ferreira@i-carre.net  
Internet : [www.isted.com/programmes/prdn/index.htm](http://www.isted.com/programmes/prdn/index.htm)

## Élargissement

# Partenariat global pour la facilitation

La facilitation dans le domaine des transports était le thème du séminaire organisé par la Direction des affaires économiques et internationales du ministère de l'Équipement, des Transports, du Logement, du Tourisme et de la Mer (DAEI-METLTM) et l'Isted le 4 novembre 2003 à l'Arche de la Défense (France). Des représentants du METLTM, de la Direction générale des douanes du ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie, de l'Agence française de développement et de la Banque mondiale étaient réunis pour débattre.

L'objet de la facilitation des transports et du commerce est de réduire la complexité et le coût. Ceci passe en particulier par la simplification des procédures à l'échelle nationale, régionale ou internationale.

S'appuyant en particulier sur les travaux réalisés par la Banque mondiale, notamment dans le cadre du *Global Facilitation Partnership* (Partenariat mondial pour la facilitation du transport et du commerce – GFP), les participants ont abordé les aspects suivants de la thématique « facilitation » :

- réduction des coûts de transport dans de nouvelles perspectives de sûreté/sécurité ;
- enjeux induits en termes de croissance du commerce international ;
- enjeux induits en termes de lutte contre la pauvreté ;
- aspects liés au transport multimodal ;
- facilitation et compétitivité ;
- réformes douanières ;
- cas particuliers des corridors.

La Banque mondiale a fait de la facilitation une priorité. En effet, la croissance de l'économie est tirée pour une bonne part par les échanges extérieurs, d'où la nécessité de disposer de réseaux de transport et d'infrastructures performants pour permettre le développement. Et cette croissance est elle-même la garantie de la pérennité des avancées sociales.

La Banque mondiale a notamment mis en place le *Trade Logistics Agenda*, destiné à améliorer la logistique du commerce extérieur, notamment pour les pays enclavés (31 figurent au nombre des PED souvent parmi les plus pauvres du monde), ainsi qu'une *Task Force* commune entre ses Départements transport et commerce.

En 1999, elle a lancé le GFP<sup>1</sup>. Ce partenariat vise à regrouper toutes les parties intéressées, publiques et privées, nationales et internationales, désirant contribuer à une amélioration significative de la facilitation du transport et du commerce.

Le programme SSATP, mis en œuvre conjointement par la Banque mondiale, de nombreux bailleurs de fonds régionaux et multilatéraux et la plupart des pays africains, comporte un volet facilitation. L'Isted est associé à ce programme créé dans les années 80 pour renforcer l'élaboration par les États de politiques de transport efficaces.

Pour ce qui concerne plus spécifiquement les aspects douaniers, de nombreux projets ont pour objectif à terme la douane électronique avec un interfaçage possible avec les systèmes propres des autres acteurs économiques. Cela devrait permettre de mieux concilier fluidité et sécurité des échanges.

À l'occasion de cette réunion, l'importance de la mise en place des procédures de facilitation, qui sont intimement liées à la réussite des actions sur les infrastructures, a été unanimement soulignée, de même que la nécessité de renforcer les capacités en la matière.

(Source : Franck Charmaison, chargé du pôle « transport » de l'Isted)

### Pour plus d'informations :

Sites internet  
[www.gfptt.org](http://www.gfptt.org)  
[www.worldbank.org/afr/ssatp](http://www.worldbank.org/afr/ssatp)

#### Isted – Pôle « transport »

La Grande Arche, Paroi Nord  
92055 La Défense Cedex – France  
Tél. : 33 (0)1 40 81 23 59 - Fax : 33 (0)1 40 81 26 76  
Mél. : [franck.charmaison@i-carre.net](mailto:franck.charmaison@i-carre.net)  
Internet : [www.isted.com](http://www.isted.com)

<sup>1</sup> Les Partenaires qui forment le noyau du GFP comprennent à ce jour la Commission économique des Nations unies pour l'Europe (UNECE), la Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement (CNUCED), l'Organisation mondiale des douanes, la Chambre de commerce international (ICC). Plus de 150 partenaires réguliers, comprenant des organisations internationales, des associations professionnelles et des sociétés privées sont également membres.

### ISTED : NOUVEAUX VICE-PRÉSIDENTS TRANSPORT ET ROUTE

Transport : Philippe Citroën (IEP-ENA) a été désigné comme nouveau vice-président du pôle « transport » par le conseil d'administration de l'Isted, en remplacement de Michel Henry. Au cours de sa carrière, il acquiert une connaissance approfondie du secteur des transports, tant au niveau national qu'international. Conseiller transport à la représentation permanente à Bruxelles de 1986 à 1990, puis conseiller technique au cabinet du ministre de l'Équipement et des

Transports et ensuite de la Ville et de l'Aménagement du territoire jusqu'en 1993, il rejoint la RATP (Régie autonome des transports parisiens) en tant que directeur de cabinet du président. Il devient ensuite directeur de la stratégie de la SNCF (Société nationale des chemins de fer français) de 1999 à 2002, puis directeur général de Systra (Société d'ingénierie filiale de la RATP et de la SNCF).

Route : Michel Henry (X-Ponts et Chaussées) assure désormais la vice-présidence du pôle « route » de l'Isted. Il travaille dans l'ingénierie du développement au BCEOM (Société française d'ingénierie) de 1970 à 1984 (directeur de projets, directeur du département Afrique de l'ouest et directeur général adjoint). Sous-directeur des infrastructures et de l'industrie au ministère de la Coopération (1984-1987), il est nommé directeur général du BCEOM en 1987 et en devient le président-directeur général en 1996. De 1999 à 2003, il est directeur à la direction du développement du groupe Egis. Depuis le 1<sup>er</sup> novembre 2003, il est directeur de l'ingénierie et du développement et membre du comité exécutif du groupe Egis. Il assurait la vice-présidence du pôle « transport » de l'Isted depuis 1999.

► **Contact :**  
Isted  
La Grande Arche, Paroi Nord  
92055 La Défense Cedex – France  
Tél. : 33 (0)1 40 81 24 06  
Fax : 33 (0)1 40 81 23 31  
Mél. : [isted@i-carre.net](mailto:isted@i-carre.net)  
Internet : [www.isted.com](http://www.isted.com)

### PÔLE ROUTE : UN NOUVEAU RESPONSABLE

Jean-Robert Vaux, ingénieur divisionnaire des Travaux publics de l'État (IDTPE), remplace Jean Philippe Lanet à la tête du pôle « route » de l'Isted. Ingénieur d'études au port autonome de Rouen (1968-1971), il occupe des fonctions de coopérant technique à Madagascar (routes, transports maritimes et routiers, parc) jusqu'en 1973. De 1973 à 1976, il occupe des fonctions de chargé d'études (transports de marchandises, puis transports urbains) à la direction des transports terrestres. Inspecteur

régional des transports à la direction régionale de Provence-Alpes-Côte d'Azur de 1976 à 1981, il est nommé conseiller pour les transports urbains auprès du directeur général des collectivités locales (ministère de l'Intérieur du Maroc) de 1981 à 1983.

Après un passage de 6 mois à la société d'économie mixte des transports de l'agglomération d'Orléans (SEM-TAO) comme directeur du développement et du marketing, il occupe les fonctions d'inspecteur régional des transports à la direction régionale de Rhône-Alpes de 1983 à 1995. Conseiller du directeur général des travaux publics du Tchad de 1995 à 1996 dans le cadre d'un contrat BCEOM / Banque mondiale, puis chargé de l'appui à l'export pour les PME à la DAEI de 1996 à 1999, il est nommé conseiller auprès du ministre des Transports au Gabon (1999-2001) pour les privatisations et la sécurité routière, puis conseiller du ministre de l'Intérieur au Maroc, en charge de la cellule « métro de Casablanca » de 2001 à 2002. Après avoir participé à l'appel d'offres pour un jumelage transport en Roumanie, il est nommé conseiller pré-adhésion auprès du ministre roumain des Transports à Bucarest de 2002 à 2003.

► **Contact :**  
Isted – Pôle « route »  
La Grande Arche, Paroi Nord  
92055 La Défense Cedex – France  
Tél. : 33 (0)1 40 81 78 04  
Fax : 33 (0)1 40 81 78 07  
Mél. : [jean-robert.vaux@i-carre.net](mailto:jean-robert.vaux@i-carre.net)  
Internet : [www.isted.com](http://www.isted.com)

### DEUX NOUVEAUX MEMBRES À L'ISTED

L'Isted compte deux nouveaux membres associés : Codes Rousseau et Missions publiques.

Codes Rousseau est le premier fournisseur des auto-écoles avec des ouvrages pour les élèves et des supports d'enseignement pour les moniteurs, la société compte également comme clients des administrations, des collectivités et des entreprises désireuses de développer des politiques de sécurité routière.

Missions publiques est un bureau d'études spécialisé dans l'accompagnement des autorités publiques, de leurs

administrations et des opérateurs de services publics.

Pour en savoir plus sur les 54 membres de l'Isted, vous pouvez consulter le site internet de l'institut à l'adresse suivante : [www.isted.com](http://www.isted.com).

► **Contact :**  
Isted  
La Grande Arche, Paroi Nord  
92055 La Défense Cedex – France  
Tél. : 33 (0)1 40 81 24 06  
Fax : 33 (0)1 40 81 23 31  
Mél. : [isted@i-carre.net](mailto:isted@i-carre.net)  
Internet : [www.isted.com](http://www.isted.com)

### L'ISTED ADHÈRE AU GRSP



Rapport annuel du Global Road Safety Partnership (juin 2003).

L'Isted vient d'adhérer au programme Global Road Safety Partnership (GRSP – Partenariat global pour la sécurité routière). Officiellement lancé en février 1999, à l'initiative de la Banque mondiale, le GRSP fonctionne dans le cadre du programme Business Partners for Development (BPD – entreprises partenaires pour le développement) avec la participation active d'organismes du secteur privé, de la société civile, d'États, du groupe de la Banque mondiale et d'organisations internationales et multilatérales. Les activités et projets couvrent des domaines variés en matière de sécurité routière : environnement routier, comportement des usagers de la route, sécurité des véhicules, besoins spécifiques des pays en développement, gestion et coordination de la sécurité, éducation et promotion de la santé. Les priorités sont les aspects institutionnels et le renforcement des capacités locales.

► **Contact :**  
GRSP – PO Box 372  
17, chemin des Crêts  
CH-1211 Genève 19 – Suisse  
Tél. : (41 22) 730 42 49  
Fax : (41 22) 733 03 95  
Mél. : [grsp@ifrc.org](mailto:grsp@ifrc.org)  
Internet : [www.GRSProadsafety.org/](http://www.GRSProadsafety.org/)

Isted – pôle « transport »  
La Grande Arche, Paroi Nord  
92055 La Défense Cedex – France  
– Tél. : 33 (0)1 40 81 26 16  
Fax : 33 (0)1 40 81 26 76  
Mél. :  
franck.charmaison@i-carre.net  
Internet : www.isted.com

#### UN AGENDA URBAIN SUR LE SITE ISTD

Une nouvelle rubrique est proposée sur le site internet de l'Isted : l'agenda urbain. Régulièrement mis à jour, il recense toutes les manifestations (colloques, congrès...) dans le secteur urbain au cours des prochains mois. Un lien permet d'aller se renseigner directement sur le site dédié à l'événement.

#### ► Contact :

Isted – pôle « ville »  
Marie-Thérèse Rieu  
La Grande Arche, Paroi Nord  
92055 La Défense Cedex – France  
Tél. : 33 (0)1 40 81 78 01  
Fax : 33 (0)1 40 81 78 07  
Mél. : marie-therese.rieu@i-carre.net  
Internet : www.isted.com

#### AFRICITÉS 2003



*Le Premier ministre camerounais sur le stand commun MAE/AFD/PS-Eau/Isted.*

La troisième édition du sommet Africités a eu lieu à Yaoundé (Cameroun), du 2 au 6 décembre 2003, sur le thème « Assurer l'accès des populations aux services de base dans les collectivités africaines ». Parallèlement aux rencontres thématiques, se tenait le salon Citexpo qui a permis aux gouvernements centraux, aux collectivités et aux opérateurs économiques de présenter leurs produits et services. Dans ce cadre, l'Isted était présent sur un stand commun regroupant le ministère des Affaires étrangères (MAE), l'Agence française de développement (AFD) et le Programme solidarité eau (PS-Eau).

#### ► Contact :

Isted – Stéphanie De Sa Rego  
La Grande Arche, Paroi Nord  
92055 La Défense Cedex – France  
Tél. : 33 (0)1 40 81 24 87  
Fax : 33 (0)1 40 81 23 31  
Mél. : stephanie.de-sa-rego@i-carre.net  
Internet : www.isted.com

#### CONGRÈS MONDIAL DE LA ROUTE

C'est à Durban (Afrique du sud) que s'est déroulé, du 19 au 25 octobre 2003, le XXII<sup>e</sup> congrès mondial de la route de l'AIPCR (association mondiale de la route). Le congrès était accompagné d'une exposition présentant l'ensemble des techniques de la route (construction, entretien, sécurité, gestion, équipement, recherche et développement, transfert de technologie...). À cette occasion, le comité français de l'AIPCR a chargé l'Isted de coordonner un pavillon français regroupant acteurs publics et privés\*. Lors de la visite de Gilles de Robien, ministre de l'Équipement, des Transports, du Logement, du Tourisme et de la Mer (METLTM) sur le pavillon français, un cocktail, réunissant quelques 400 convives, a été organisé.

\* *Exposants du pavillon français : AIPCR-CF, Asfa, Bidim Geosynthetics, Ceca, Cofiroute, Direction des routes, Direction de la sécurité et de la circulation routières, LCPC, RGRA, Route Actualité, Secmair, Setra, Sterela, Usirf, Vectra.*



*De gauche à droite : Michel Demarre, conseiller du président pour les affaires internationales (Colas), Michel Henry (groupe Egis), vice-président « route » (Isted), Patrice Parisé, directeur des routes (METLTM), Paul-Marie Ringwald, directeur du pôle développement (BCEOM).*



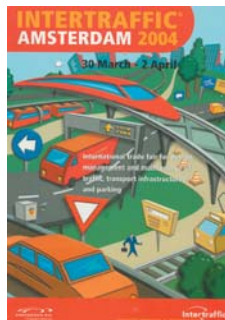
*Le pavillon français coordonné par l'Isted regroupait une quinzaine d'exposants publics et privés.*

#### ► Contact :

Isted – Stéphanie De Sa Rego  
La Grande Arche, Paroi Nord  
92055 La Défense Cedex – France  
Tél. : 33 (0)1 40 81 24 87  
Fax : 33 (0)1 40 81 23 31  
Mél. : stephanie.de-sa-rego@i-carre.net  
Internet : www.isted.com

## Manifestations

#### INTERTRAFFIC 2004



Intertraffic, le salon professionnel international du développement, de la gestion et de l'entretien de l'infrastructure des transports et des communications, se tiendra à Amsterdam (Pays-Bas) du 30 mars au 2 avril 2004.

Au programme de l'exposition : gestion du trafic et signalisation, signalisation routière, trafic et aménagement urbain, équipement et systèmes de contrôle, détection, construction de routes, entretien routier, mobilier urbain, gestion des infrastructures, automatisation, viabilité hivernale, stationnement, communication, secours, transports publics, covoiturage, recherche et réglementation, éclairage public...

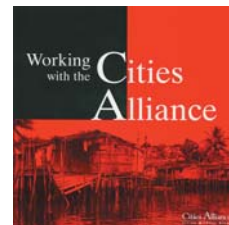
L'Isted coordonnera un stand français à Intertraffic 2004.

#### ► Contact :

Isted  
Stéphanie De Sa Rego  
La Grande Arche,  
Paroi Nord  
92055 La Défense Cedex  
France  
Tél. : 33 (0)1 40 81 24 87  
Fax : 33 (0)1 40 81 23 31  
Mél. : stephanie.de-sa-rego@i-carre.net  
Internet : www.isted.com

## Publications

#### CITIES ALLIANCE : UN GUIDE...



À la demande de Cities Alliance (CA – Alliance pour l'avenir des villes), l'Isted a coordonné l'édition d'un guide en français et en anglais présentant de manière synthétique l'organisation, le fonctionnement et les activités de CA. Lancée en 1999 par la Banque mondiale et le Centre des Nations unies pour les établissements humains (CNUEH-Habitat), Cities Alliance est une coalition internationale de villes et de partenaires de développement engagés dans la lutte contre la pauvreté en milieu urbain.

#### ► Contact :

Cities Alliance  
1818 H. Street, NW  
Washington DC 20433  
États-Unis  
Tél. : (1 202) 473 92 33  
Fax : (1 202) 522 32 24  
Mél. : info@citiesalliance.org  
Internet : www.citiesalliance.org

#### ... ET UN NUMÉRO SPÉCIAL DE VILLES EN DÉVELOPPEMENT



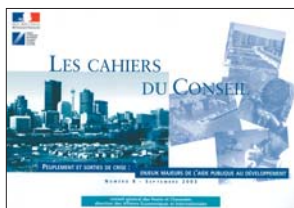
Le bulletin *Villes en développement* propose un numéro double entièrement consacré à *Cities Alliance*. Il présente une série d'actions menées dans le cadre des stratégies de développement des villes et des programmes

d'amélioration de l'habitat insalubre dans des pays aussi différents que l'Afrique du Sud, le Brésil, le Burkina Faso, la Chine, Madagascar, le Maroc, la Mauritanie, la Tunisie, le Vietnam et le Yémen. L'éditorial est signé par Akin L. Mabogunje, président du comité technique du logement et du développement urbain, cabinet de la présidence, Abuja (Nigeria). Exceptionnellement, ce numéro est disponible en version espagnole.

► **Contact :**

Isted / Villes en développement  
Christiane Rebel  
La Grande Arche  
92055 La Défense Cedex  
France  
Tél. : 33 (0)1 40 81 15 74  
Fax : 33 (0)1 40 81 15 99  
Mél. : christiane.rebel@isted.com  
Internet : www.isted.com

**PEUPEMENT ET SORTIES DE CRISE : ENJEUX MAJEURS DE L'AIDE PUBLIQUE AU DÉVELOPPEMENT**



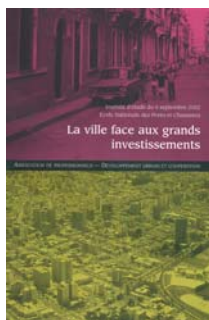
Ce cahier du Conseil général des ponts et chaussées (CGPC) fait suite aux réflexions menées dans le cadre d'un séminaire organisé en octobre 2002 avec la direction des affaires économiques et internationales (DAEIMETLTM).

Il met en lumière l'acuité des questions de gestion du peuplement de la planète, notamment l'urbanisation galopante et anarchique des grandes agglomérations, et pose le problème de la gestion des sorties de crise. Il intègre aussi les propositions de déclaration pour une garantie d'accès aux services essentiels présentées à Johannesburg (Afrique du Sud) par l'Institut de la gestion déléguée (IGD) et l'Institut des Nations unies pour la formation et la recherche (Unitar).

► **Contact :**

CGPC  
Tour Pascal B  
92055 La Défense Cedex  
France  
Tél. : 33 (0)1 40 81 64 95  
Fax : 33 (0)1 40 81 68 86  
Mél. : elisabeth.libraire@equipement.gouv.fr

**LA VILLE FACE AUX GRANDS INVESTISSEMENTS**

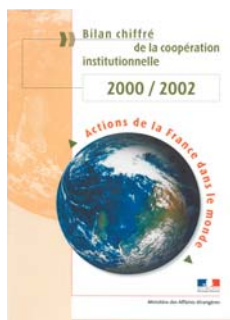


Ce document regroupe les interventions et débats de la journée d'étude AdP (Association de professionnels – développement urbain et coopération) du 6 septembre 2002. Au sommaire : villes et grands investissements : les enjeux ; villes et centres commerciaux ; démarches innovantes ; regards d'élus.

► **Contact :**

AdP c/o Isted / Villes en développement – Grande Arche  
92055 La Défense Cedex – France  
Tél. : 33 (0)1 42 62 29 54  
Mél. : fhjreynaud@noos.fr  
Internet : www.adp.asso.fr/

**BILAN CHIFFRÉ DE LA COOPÉRATION INSTITUTIONNELLE**



Ce bilan, édité par le ministère des Affaires étrangères (sous-direction de la coopération institutionnelle), fait la synthèse des actions de la France dans le monde pour la période 2000/2002. Il rappelle que « la coopération institutionnelle a pour objectif global de mettre les institutions publiques au cœur du processus de développement, en veillant à concilier l'intérêt général et les intérêts de la personne ». La brochure est bilingue français /anglais et fera l'objet d'une actualisation chaque année.

► **Contact :**

MAE – Sous-direction de la coopération institutionnelle  
20, rue Monsieur  
75700 Paris 07 SP – France  
Tél. : 33 (0)1 53 69 41 43

Fax : 33 (0)1 53 69 43 59  
Mél. : cooperation.dgcid@diplomatie.gouv.fr

**POUR UNE GOUVERNANCE DÉMOCRATIQUE**

Ce document d'orientation de la politique française de coopération « a engrangé toutes les réflexions propres à répondre aux nouveaux enjeux de la coopération internationale que sont l'exigence de l'efficacité de l'aide et le développement humain. Il inaugure une approche empirique décrivant un processus : notre engagement en faveur d'une gouvernance démocratique », souligne Pierre-André Wiltzer, ministre délégué à la Coopération et à la Francophonie, dans l'avant-propos.

► **Contact :**

MAE – Sous-direction de la coopération institutionnelle  
20, rue Monsieur  
75700 Paris 07 SP – France  
Tél. : 33 (0)1 53 69 41 43  
Fax : 33 (0)1 53 69 43 59  
Mél. : cooperation.dgcid@diplomatie.gouv.fr

**GUIDE DE MISE EN CONCESSION FERROVIAIRE**



Le guide de mise en concession ferroviaire vise à mettre à la disposition des pays africains, sous forme synthétique, l'essentiel de l'expérience acquise jusqu'à ce jour en matière de mise en concession des chemins de fer en Afrique subsaharienne. Il est édité par le programme SSATP (politiques de transport en Afrique subsaharienne) de la Banque mondiale. La brochure, disponible en français et en anglais, est complétée par un Cd-rom.

► **Contact :**

Banque mondiale / SSATP  
1818 H Street  
Washington D.C. 20433  
États-Unis  
Fax : (1 202) 473 80 38  
Mél. : sstap@worldbank.org  
Internet : www.worldbank.org/afr/ssatp

L'Isted, association à but non lucratif, est une plate-forme de réflexion, d'information et d'action au service de ses membres publics et privés dans les secteurs de l'équipement, des transports, de l'aménagement et de l'environnement. Il contribue à leur action internationale, à la valorisation du savoir-faire français dans le monde et à la mise en œuvre de programmes internationaux avec les responsables des pays tiers.

**Organismes membres de l'Isted**

- AdP
- APPIA
- ASFA
- BCEOM
- BIDIM GEOSYNTHETICS S.A.
- CERTU
- CIEC
- CITÉS UNIES FRANCE
- CMTP-MAUGUIN
- CNPS
- CNR
- CODES ROUSSEAU
- COFIROUTE
- COLAS
- CTA
- DEMETER TECHNOLOGIES (MALET)
- DEXIA CRÉDIT LOCAL
- ENPC
- ENTPE
- EPA SÉNART
- EUROVIA BÉTON
- EUROVIA MANAGEMENT
- GEOEXPERT
- GIE ADÉFRANCE
- GROUPE HUIT
- IAURIF
- ICEA
- IED
- IGN FRANCE INTERNATIONAL
- INGÉROP
- INRETS
- IRD
- LCPC
- MISSIONS PUBLIQUES
- OIEAU
- PORT AUTONOME DE DUNKERQUE
- PORT AUTONOME DE LA GUADELOUPE
- PORT AUTONOME DE MARSEILLE
- PORT AUTONOME DE PARIS
- PORT AUTONOME DU HAVRE
- PUCA
- RATP
- RÉSEAU DES CETE
- SCETAUROUTE (GROUPE EGIS)
- SECMAIR
- SEFI
- SER
- SETRA
- SMTC
- SNCF INTERNATIONAL
- SOGREAH
- SYSTRA
- TAD AGENCE
- USIRF-SFERB
- MINISTÈRE DE L'ÉQUIPEMENT, DES TRANSPORTS, DU LOGEMENT, DU TOURISME ET DE LA MER
- MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES
- MINISTÈRE DE LA RECHERCHE
- DATAR

**La Lettre**

Directeur de la publication : Jean-Didier Blanchet, président de l'Isted.

Rédacteur en chef : Xavier Crépin, délégué général de l'Isted.

Chargée d'édition : Anne Baron.

Création, mise en page et réalisation : Louma Productions  
34150 Aniane

Isted  
La Grande Arche, Paroi Nord  
92055 La Défense Cedex – France  
Tél. : 33 (0)1 40 81 24 06  
Fax : 33 (0)1 40 81 23 31  
Mél. : isted@i-carre.net  
Adresse Internet : www.isted.com

**Cette lettre est en ligne sur le site internet de l'Isted**